

ces dépenses peut cependant atteindre des limites, telles que les perspectives d'inflation s'en trouvent considérablement élargies.

Le courant inflationniste, déjà, s'amplifie, sous la pression de la multitude des débiteurs qui croient y voir leur salut: les fermiers, qui avaient vécu d'espoirs jusqu'en juillet, voient leurs illusions s'effriter: la chute des prix agricoles (l'index tombe de 80 en juillet, à 55.5 au début de novembre), la hausse des produits industriels, entraînent une diminution de leur pouvoir d'achat de 17 p.c. par rapport à juillet. D'autre part, on enregistre l'échec des tentatives de contrôle de la production cotonnière, égale à celle de 1932, en dépit d'une réduction de 17 p. c. des surfaces cultivées. Le rendement de l'acre est estimé à 208 lbs pour 1933, alors que la moyenne des dix dernières années était de 167 lbs. Naturellement, les fermiers se sont bornés à abandonner les terres les moins productives et les indemnités d'abandon qu'ils ont touchées ont servi à l'achat d'engrais pour l'amélioration des emblavements conservés.

L'agitation agraire se traduit en grèves des producteurs, pour faire pression sur le gouvernement, mais Roosevelt refuse d'imiter Hoover dans sa politique de financement des récoltes, qui s'est révélée désastreuse. Il consent tout au plus à consacrer quelques millions de dollars à l'achat de blé destiné aux chômeurs!

La nouvelle orientation que Roosevelt donne à la politique monétaire à la fin d'octobre (achats d'or) s'explique fort bien par la nécessité de calmer les fermiers en continuant à leur promettre la hausse des prix.

En attendant, la situation, notamment dans l'industrie, s'aggrave: d'une part, les prix de revient ont haussé de 25 à 30 p.c.; d'autre part, par suite du large déséquilibre subsistant entre la production et la consommation, les prix de vente n'ont pas suivi la dépréciation du dollar (17 p.c. contre 37 p.c. au dollar). L'index des prix est à 71 contre 100 en 1926, ce dernier chiffre étant l'objectif que Roosevelt s'était fixé.

Le bulletin d'octobre de la Federal Reserve avoue: « Le ralentissement de l'activité industrielle au cours de ces derniers mois s'est manifesté surtout dans les industries qui avaient bénéficié auparavant de l'expansion la plus rapide. Il est également sensible dans les industries où les impôts de transformation et des Codes ont été mis en application récemment ».

L'index de la production, de 92 en juillet, redescend à 66 au début de novembre et retombe ainsi presque au niveau de la même période de l'année 1932.

L'agitation ouvrière s'est amplifiée dans des proportions que Roosevelt n'avait certes pas prévues. Les clauses insérées dans les codes, qui apparaissent comme des avantages, des concessions accordés aux ouvriers, ont été systématiquement sabotées par le patronat. Beaucoup de patrons refusent d'entrer en pourparlers avec les syndicats (Ford et Co).

Les grèves se multiplient et s'étendent. En juillet, en Pennsylvanie et en Virginie — citadelles de la puissante United Steel Corporation (Trust de l'Acier) — un mouvement englobe 75.000 mineurs et métallurgistes par suite du refus d'acceptation, par le patronat, du « Code du Charbon ». Le travail reprend au début d'août, sur la promesse de la N. R. A. de faire appliquer le code. En septembre, la grève éclate à nouveau et s'étend progressivement à 130.000 ouvriers. Le code accepté et appliqué, ne donne pas satisfaction aux mineurs: au lieu de 4.5 et 5 dollars, le tarif ne prévoit que 3.6 et 4.6 dollars dans le Nord et un salaire encore inférieur dans le Sud. Aucune garantie n'est donnée d'une quantité de travail minimum dans l'année. Par contre, l'arbitrage obligatoire est imposé aux ouvriers. A Chester, chez Ford, une grève éclate pour protester contre la réduction des heures de travail de 40 à 32 heures et parce que les salaires sont ramenés de 20 à 16 dollars par semaine.

Johnson, chef de la N. R. A., dans un discours traitant de la question des grèves, dit: « les grèves ne doivent pas être tolérées, le capital et le travail sont à présent sur un pied d'égalité; le travail n'a plus besoin de lutter pour sa cause puisque le gouvernement fait pour lui tout ce qui est « possible » et que les grèves, organisées par les travailleurs, menacent de détruire le mouvement ouvrier ».

Et, à un Congrès de la A. F. L., il a l'occasion de déclarer: « On ne saurait non plus permettre à une organisation ouvrière de paralyser une industrie par le libre déploiement de sa puissance ». Pour Johnson, la distribution des richesses et des revenus est à présent juste; il affirme que « le travail ne pourra jamais obtenir davantage dans le système économique actuel (nous le savions déjà un peu). Le jugement du gouvernement dans ces questions » est sensé être définitif et obligatoire. « Si le travail organisé n'est pas d'accord avec lui, il sera supprimé ».

Le masque tombe.

Avant de terminer, nous voulons signaler la dernière trouvaille de Roosevelt: la fixation du prix de l'or. Nous savons déjà ce que Marx en pense lorsqu'il dit que: « parce que l'or, comme étalon des prix, se présente sous les mêmes noms de compte que les prix des marchandises (par exemple: 1 once d'or = 20.67 dollars) on a fait naître l'étonnante notion que la valeur de l'or pouvait s'exprimer en sa propre substance et qu'à la différence de toutes les autres marchandises, il recevait de l'Etat un prix fixe ».

La nouvelle mesure signifie que Roosevelt a l'intention d'acheter de l'or sur des bases qu'il fixera et qui fluctueront: le cours du dollar sera « dirigé »; mais il reste évident que c'est le dollar (papier) qui variera en fonction de l'or et non le prix mondial de l'or (celui-ci étant fixé actuellement par la Banque de France, qui a maintenu l'étalon-or et la convertibilité en or).

Par conséquent, plus le prix de l'or fixé en dollars s'élèvera, plus s'abaissera la valeur du dollar sur le marché international. Où la prétention impérialiste de Roosevelt nous paraît excessive, c'est lorsqu'il se propose de s'emparer du contrôle du marché international de l'or afin de relever les prix mondiaux (il est exact que si ceux-ci ne haussent pas, l'augmentation des prix intérieurs restera inopérante). On lui prête les projets suivants: « rectifier la répartition de l'or dans le monde; la valeur de l'or doit doubler partout; le dernier refuge des capitaux à court terme (pays à monnaie d'or) doit être conquis; il faut déblayer le terrain en vue de l'adoption d'un nouvel étalon monétaire ». « Rien, dit-il, n'est davantage susceptible de répondre aux besoins de l'humanité qu'un nouveau système monétaire ». Il entend par là, évidemment, l'établissement du système de la « monnaie-marchandise » ou « monnaie-indice », ou monnaie compensée dont nous avons parlé précédemment et qui équivaudrait à la suppression de la marchandise or utilisée comme mesure de toutes les autres marchandises. Ce serait, en fait, la disparition de la monnaie elle-même, qui ne peut se réaliser que si disparaissent aussi la loi de la valeur, le marché, et le capitalisme lui-même.

Résumons-nous: la dépréciation monétaire déclenchée par Roosevelt ne peut aboutir à une hausse réelle des prix, de la valeur des marchandises et ne peut, donc, en aucune mesure, accroître la richesse et le revenu nationaux; la hausse des prix ne peut être que nominale, s'exprimant par un plus grand nombre de signes monétaires; exprimés en or, les prix, au contraire, baisseront, et cette baisse provoquera celle des prix mondiaux (ce phénomène s'est produit après la dévaluation de la livre sterling).

Une hausse nominale des prix ne peut entraîner une augmentation de la capacité d'achat, mais seulement une modification dans la répartition de la capacité d'achat existante. Le seul générateur du pouvoir d'achat, c'est le TRAVAIL et le pouvoir d'achat supplémentaire correspond au travail nouveau incorporé à la production.

Aucune des mesures incluses dans l'expérience américaine et dans le cadre du capitalisme ne détermine ni ne peut déterminer, dans l'avenir, une augmentation de la capacité générale de consommation. Au contraire, les résultats acquis jusqu'ici aboutissent à une réduction de cette capacité de consommation au détriment du prolétariat industriel et agricole. Le fossé entre la capacité productive et la capacité de consommation va s'élargissant. Tel est le résultat logique de la tentative de Roosevelt.